

M. Stevens: Monsieur le Président, je me demande si le député pourrait nous donner des précisions sur son idée des panneaux d'affichage. Combien de panneaux propose-t-il d'installer à New York? Quel message y ferait-il inscrire? Combien d'argent serait-il prêt à nous laisser dépenser pour ces panneaux d'affichage?

• (1230)

M. Langdon: Franchement, monsieur le Président, je pensais mettre le visage du ministre sur chaque panneau d'affichage. Deuxièmement, je pensais que nous pourrions inscrire une citation du ministre qui dirait: «Investisseurs étrangers, le Canada vous accueillera à bras ouverts». Si le ministre avait souhaité avoir aussi, par écrit, l'appui des porte-parole de son ministère et des deux partis d'opposition, je pense que nous en aurions été très heureux. Je doute qu'il souhaite que nos visages apparaissent sur l'affichage, mais je serais prêt néanmoins à ajouter une phrase qui dirait: «Nous aussi sommes favorables aux investissements étrangers dans notre pays». Nous pensons que les investissements étrangers peuvent apporter beaucoup au pays avec les mécanismes d'examen qui existent actuellement.

Je pense que nous aurions probablement pu acheter les panneaux d'affichage en annulant quelques voyages que certains ministres ont effectués à New York, à Londres et à Paris pour essayer de faire passer le message. Si c'est de la propagande que nous voulons, les panneaux d'affichage constituent une solution nettement préférable à ce projet de loi dévastateur qui nuira à la société canadienne et aux travailleurs.

M. Friesen: Monsieur le Président, le député a commencé par dire que nos propos reflétaient une attitude idéologique. Je ne vois pas pourquoi cela l'étonne. Nous avons répété aux Canadiens, pendant toute la campagne, que nous voulions ouvrir le pays aux investissements étrangers. Le député lui-même vient de défendre pendant 20 minutes sa position idéologique. Ne sommes-nous pas autorisés à faire de même?

Le député nous a reproché ensuite d'avoir recours à des arguments fallacieux et sans rapport avec la question. Bien entendu, si nous avons une position idéologique, elle repose sur l'hypothèse d'un marché libre, d'une politique d'investissement et des emplois que cette idéologie permettra de créer. Le député a beau jeu de prétendre que nos arguments sont fallacieux et sans rapport avec la question s'il continue de voir les choses dans une perspective socialiste. Il est évident que notre position lui paraîtra illogique et hors de propos s'il tente d'appliquer ses raisonnements socialistes à un système de libre marché. Cependant, s'il pense un instant à un bon système de libre marché, il se rendra compte que les idées sur lesquelles repose le projet de loi tiennent debout et sont tout à fait logiques.

Il a déclaré aussi que le processus allait à l'encontre de la tradition parlementaire du Canada. Un instant! Pendant environ huit semaines, l'été dernier, nous avons préconisé une économie de libre entreprise pour le Canada. À l'issue de cette campagne—où son parti s'était prononcé pour le renforcement de l'AEIE—nous avons fait élire 211 députés. N'est-il pas logique de penser, puisqu'il y a eu un débat sur cette question

pendant huit semaines, que le gouvernement qui s'est fait élire en défendant ce programme devrait pouvoir faire adopter ses propositions législatives? Il me semble que c'est bien conforme aux traditions parlementaires.

Le groupe de travail chargé de la réforme s'est rendu au Royaume-Uni il y a quelques semaines. Tout le calendrier parlementaire du gouvernement britannique repose sur le fait qu'un gouvernement élu qui veut faire appliquer son programme électoral a le droit d'obtenir l'adoption de ses projets de loi. Le député ne devrait pas dire que nous violons les traditions parlementaires parce qu'il défend une thèse socialiste contraire à notre idéologie et parce que nous avons imposé la clôture. Nous faisons simplement ce que nous avons annoncé.

Il a aussi affirmé que le projet de loi entraînerait une redistribution au Canada. C'est bien évident. Les socialistes voudraient le faire par l'entremise d'un organisme central. Nous préférons laisser agir librement les forces du marché. Cela fonctionne.

La semaine dernière, j'ai reçu un communiqué d'une entreprise de Colombie-Britannique. En partie grâce à l'annulation du Programme énergétique national, cette entreprise est en mesure de construire une usine d'engrais dans ma circonscription. Cela créera 1,300 emplois pendant la construction et 200 emplois lorsque l'usine commencera à tourner. Voilà les effets de ce genre de programme. Les députés de l'opposition veulent la création d'emplois directs. Voilà quel sera le résultat de ce genre de programme orienté vers le marché.

Si le député désire présenter le problème du point de vue socialiste, qu'il se déclare socialiste et qu'il dise que, du point de vue de l'idéologie socialiste, la loi lui semble illogique. Je demande au député de ne pas nous accuser de faire preuve d'illogisme parce que nous défendons le principe du libre marché. Il ne devrait pas nous imposer son idéologie.

Des voix: Bravo!

M. Langdon: Monsieur le Président, je respecte énormément l'idéologie conservatrice. Il s'agit, je pense, d'un point de vue cohérent, logique et erroné. Néanmoins, nous devons le respecter. Je serais d'accord pour tenir le genre de débat dont le député a parlé. Toutefois, nous sommes ici pour défendre les intérêts de nos électeurs dont un million et demi sont sans emploi. Nous devrions envisager des moyens pratiques, réels et immédiats de remettre notre pays sur la bonne voie. Nous ne sommes pas ici pour comparer nos idéologies respectives. Nous devons plutôt nous attaquer aux problèmes économiques du pays de façon pragmatique et réaliste. Nous examinons les faits en tâchant de voir ce qui ne va pas et en tentant d'y remédier. Cela me paraît utile. Les Canadiens nous paient pour le faire. À l'occasion, nous pouvons, bien sûr, nous lancer dans des considérations idéologiques. Un jour, je tiendrai peut-être un débat pour expliquer pourquoi je me considère comme un socialiste, mais la question n'est pas là aujourd'hui. Nous avons là des mesures législatives bien réelles. Il est important d'en discuter de façon pragmatique, attentive et sérieuse. Nous devrions laisser nos idéologies de côté. Notre idéologie ne doit pas dicter nos actes. Nous devrions laisser la réalité s'en charger.